

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

**Objet : Mise en place d'une plateforme agréée (PA) et gestion des flux E-invoicing pour la CCI Hauts-de-France et ses structures externes.**

**Référence marché : CCIR-DRF-2026-26**

---

# 1. OBJET ET PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

## 1.1 La CCI Hauts-de-France

La CCI Hauts-de-France est un établissement public au service du développement économique régional qui emploie plus de 1000 collaborateurs. Elle accompagne plus de 170 000 entreprises dans leurs projets de création, de transmission et de développement. Ses activités sont multiples :

- **Appui aux entreprises** : Formalités (nationales et internationales), conseil et expertise.
- **Formation** : Gestion de centres de formation.
- **Gestion d'infrastructures** : Ports, zones d'activités, réseaux d'eau et assainissement.
- **Gestion immobilière** : Gestion du patrimoine immobilier et foncier.

L'organisation de la CCI HdF repose sur une architecture de gestion décentralisée impliquant plusieurs logiciels métiers et des structures juridiques aux obligations distinctes.

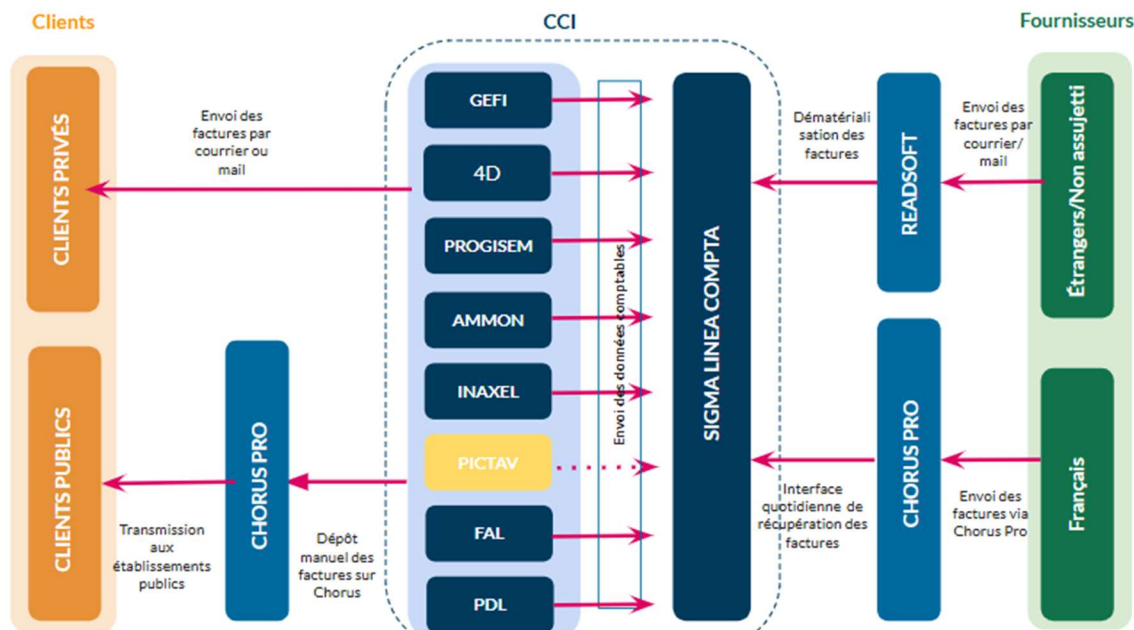
Voici un tableau récapitulant la liste des activités opérées par la CCI, les logiciels ou applicatifs existants aujourd'hui, la volumétrie des factures émises ainsi que les exigences liées à la réforme en e-reporting ou e-invoicing.

Activité	Logiciel	Volume	e-reporting	e-invoicing
Formation	AMMON	24477	Oui	Non
Eau et assainissement	4D	1133	Oui	Oui
Patrimoine foncier	PROGISEM	4667	Oui	Oui
Formalités internationales	GEFI	6667	Non	Oui
Formalités hors internationales	PICTAV	0 (12000 à venir)	Oui	Oui
Activités diverses	FAL	16000 (4000 à venir)	Oui	Oui
Camping Peronne	INAXEL	5000	Oui	Non
Port de Lille	AS400	4169	Oui	Oui

Voici de manière schématique ci-après l'existant pour la CCI, les factures fournisseurs sont reçues par Chorus et intégrées dans l'outil comptable dans la plupart des cas, elles sont dématérialisées via Readsoft pour les fournisseurs ne passant par Chorus.

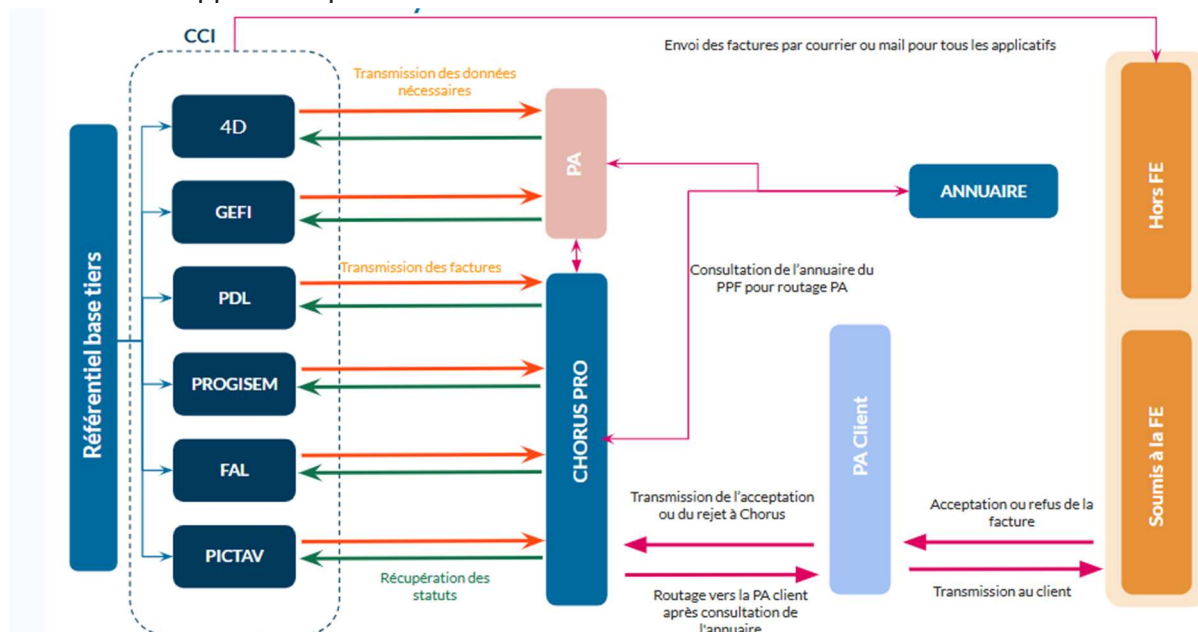
Les factures sont émises vers les clients au travers d'un ensemble de logiciels métier hétérogène.

## Cartographie applicative : CCI



Afin de sécuriser la mise en place de la facturation électronique pour la CCI, il a été décidé de déléguer à une plateforme agréée la mise en forme et l'envoi de factures pour deux des logiciels métiers ci-dessus (4D et GEFI), ces logiciels n'ayant pas prévu de mise en conformité pour la mise en place de la facturation électronique.

Voici la cible applicative pour la CCI :



## 1.2 Enjeux de la réforme

Dans le cadre de la réforme de la facturation électronique, la CCI doit non seulement mettre en conformité ses propres flux, mais aussi piloter la transition pour ses **structures externes privées** (SCI, GIE, Associations), dont la maturité numérique et les volumes de facturation sont hétérogènes.

Le présent marché a pour objet la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'une plateforme de dématérialisation agréée pour le compte de la CCI Hauts-de-France (2 logiciels métiers concernés) et de ses structures externes (14 structures identifiées pour la réception de factures, 13 pour l'émission, voir tableau ci-après).

**Période ferme :** L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire et est conclu jusqu'au 31 août 2028.

Cette durée ferme couvre l'ensemble des échéances réglementaires, y compris le Périmètre 2 dont la mise en service est prévue au 01/09/2027.

**Pour les périodes de reconduction,** sauf décision expresse de non-reconduction prise par le pouvoir adjudicateur un (1) mois avant sa date d'échéance, l'accord-cadre sera renouvelable à sa date d'échéance par reconduction tacite, par période de douze (12) mois, au maximum deux (2) fois.

Nombre de reconductions éventuelles : Deux (2)

Le marché comprend les trois périmètres décrits ci-après, tous obligatoires, et une tranche optionnelle rattachée au Périmètre 1.

Co de	Etablissement	Forme juridique	Nbre de FA fournisseurs	Obligation réception factures électronique	Obligation émettre factures électronique	Commentaire
3100	ARTOIS INVESTISSEMENT	SARL	10	X	X	
3300	VILLAGE ARTISANAL POL'ECO	SCI	60	X	X	
3303	CLUB LOGISTIQUE HAINAUT	Association	10	X		Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3404	LMI - HODEFI	Association	90			Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3405	LES PLACES TERTIAIRES	Association	170	X		Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3409	WTC Asso	Association	120	X	X	Association à but lucratif - assujettie à la TVA
3412	SCI DU CENTRE TERTIAIRE DE FLANDRE INTERI	SCI	180	X	X	
3414	SCI LITTORAL HAUTS DE France	SCI	310	X	X	
3415	SCI IMMARTOIS	SCI	310	X	X	
3418	TABLES GOURMANDES	Association	-			Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3420	GIE NCS	GIE	10			
3424	AFPI	Association	20			Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3426	SCI CREIMMO2	SCI	50	X	X	
3427	SCI CREIMMOBAT (TUP à venir)	SCI	10	X	X	
3428	SAS CREIMMO	SAS	10	X	X	
3603	SCI DU MARAIS	SCI	20	X	X	
3604	AISNE AVENIR	Association	-			Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3605	INTERCONSULAIRE SOMME	Association				Association à but non lucratif - non assujettie à la TVA
3430	SCI LG CAMPUS	SCI	180	X	X	
3304	SAS SECICOV	SAS	1 100	X	X	
20	Nb de dossiers		2 660			

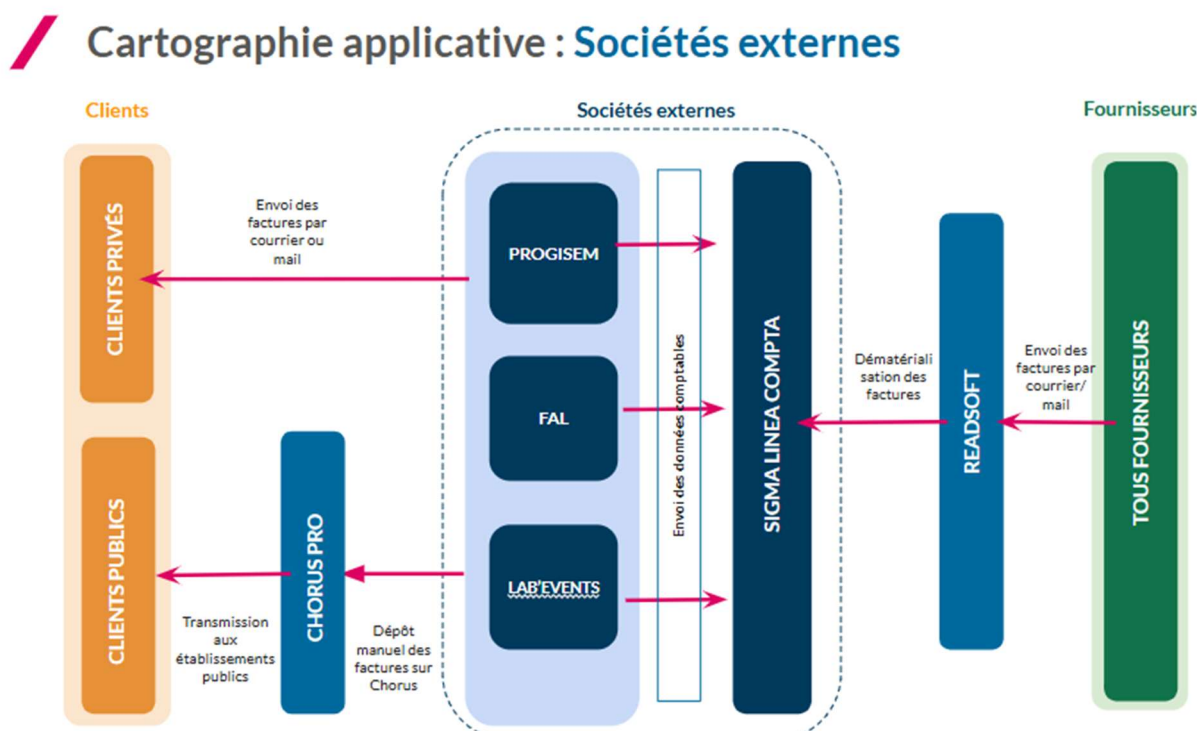
Le prestataire devra répondre aux obligations de la réforme de la facturation électronique selon trois axes majeurs :

La **réception** sécurisée et le circuit de validation des factures fournisseurs pour les structures externes.

L'**émission** des factures pour les structures externes et la gestion du cycle de vie des factures via leurs logiciels métiers (FAL, PROGISEM).

La **mise en conformité** des flux spécifiques de certains applicatifs de la CCI (4D et GEFI) vers Chorus Pro et la gestion du cycle de vie des factures.

Voici de manière schématique la cartographie applicative pour les sociétés externes, aujourd'hui les factures sont émises par 3 logiciels métiers distincts (PROGISEM, SIGMA FAL ainsi que LAB'Event, ce dernier étant hors périmètre). Les factures fournisseurs reçues sont intégrées dans le système comptable SIGMA Linéa Compta après dématérialisation dans l'outil Readsoft.



---

## 2. DESCRIPTION DES PÉRIMÈTRES (TOUS OBLIGATOIRES)

### PÉRIMÈTRE 1 : Réception des factures et intégration comptable

Échéance de mise en service : 01/09/2026

#### 1. Objet du Périmètre

Le présent périmètre concerne la mise en place, le paramétrage et l'exploitation d'une solution permettant la réception de l'ensemble des factures d'achats (B2B, B2G) pour le compte des structures externes rattachées à la CCI. L'objectif est d'assurer une transition fluide entre les modes de réception actuels (mails, papier) et le futur circuit obligatoire.

#### 2. Périmètre Fonctionnel

Le titulaire devra fournir une solution assurant les fonctions suivantes :

##### A. Collecte et intégration des flux :

- **Interfaçage natif** : Connexion aux annuaires centraux pour récupérer les factures adressées aux SIRET du périmètre.
- **Multi-canalité transitoire** : Capacité à traiter les factures hors circuit électronique (PDF par mail, numérisation de courriers) via un moteur de LAD/RAD (Lecture et Reconnaissance Automatique de Documents) pour extraire les données comptables (solution Readsoft existante à date). Proposer une automatisation du processus par mail serait un plus (adresse mail générique pour la réception des factures et automatisation de l'extraction des données)
- **Réception multi-entités** : Gestion cloisonnée (multi-tenante) pour les 14 structures externes identifiées.

##### B. Contrôles et conformité :

- **Vérifications réglementaires** : Contrôle de la présence des mentions obligatoires (TVA, SIRET, montants...).
- **Gestion des rejets** : Information automatique du fournisseur en cas de facture non conforme techniquement, possibilité de refuser des factures en y ajoutant un motif
- **Gestion des doublons** : détection et rejet automatique des doublons (numéro de factures identiques), détection des suspicions de doublons et alertes utilisateurs pour vérification manuelle (même date, même fournisseur, même montant)
- **Gestion des litiges** : Possibilité de suspendre une facture ou de demander un avoir directement depuis la plateforme, avec mise à jour du statut dans le cycle de vie de la facture.

##### C. Système d'alertes

- **Alertes** : la plateforme doit proposer un système d'alertes paramétrable qui notifie les utilisateurs selon différents critères comme :
  - Délai de traitement d'une facture
  - Montant de facture
  - Temps passé dans un statut de la facture

#### D. Interfaçage avec le SI comptable :

- **Connecteur Sigma Linea Compta** : Transmission des factures validées et des données utiles vers l'outil comptable de la CCI (via API ou fichiers).
- **Synchronisation des statuts** : Remontée automatique du statut "Paiement transmis" ou "Payé" depuis la comptabilité vers la plateforme pour information du fournisseur.

#### E. Archivage et traçabilité

- Une vision de l'ensemble des factures de l'année fiscale en cours et des 3 années précédentes doit être possible dans la plateforme

### 3. Exigences d'accompagnement (Mise en œuvre)

- **Documentation métier** : rédaction de modes opératoires et documentation fonctionnelle de la plateforme.
- **Formation** : Le titulaire assurera a minima deux sessions de formation : une session destinée aux administrateurs DAF de la CCI en présentiel sur une demi-journée et une session destinée aux référents comptables des 14 structures externes (distanciel, demi-journée). Des sessions supplémentaires font l'objet d'un prix unitaire dans le BPU.
- **Evolutivité** : la CCI peut acquérir de nouvelles structures externes dans les années à venir, il doit donc être possible d'ajouter leur flux

### 4. Indicateurs de performance (SLA).

- Disponibilité du service : 99,9% (24h/24, 7j/7).
- Délai de mise à disposition : Les factures reçues doivent apparaître dans l'espace de travail en moins de 15 minutes.
- Taux de reconnaissance : > 85 % de lecture automatique sans intervention manuelle sur les documents transmis par mail/courrier. Délai d'intervention en cas d'incident : 4 heures ouvrées (9h–18h, lundi–vendredi, hors jours fériés). GTR : 8 heures ouvrées. Une solution de contournement temporaire doit être proposée et documentée dans l'offre.

### 5. Planning de mise en conformité

La mise en conformité des sociétés externes devant avoir lieu au 01/09/2026 les travaux doivent commencer au plus tôt et le soumissionnaire doit prévoir une disponibilité de ses équipes dans l'accompagnement sur la période.



## 6. Tranche Optionnelle

Afin d'avoir une plateforme de gestion des factures fournisseurs pour les structures externes, certaines fonctionnalités existantes de la suite finance actuelle pourraient être déportées dans la plateforme agréée, cette tranche est optionnelle et doit faire l'objet d'un chiffrage spécifique. Les fonctionnalités sont celles décrites ci-après (A, B, C, D)

### A. Vision Budgétaire

- **Intégration des flux budgétaires** : en provenance du logiciel Opteva de manière quotidienne
- **Supervision** : Tableaux de bord (avec une gestion des droits par utilisateur) comprenant :
  - Le budget global
  - Le réalisé
  - L'engagé

### B. Engagement de dépenses et validation

- **Gestion des droits des utilisateurs par périmètre** : Un utilisateur peut avoir accès à un ou plusieurs périmètres avec des droits distincts, un utilisateur doit pouvoir déléguer ses droits ou mettre en place une suppléance en cas d'absence
- **Engagements de dépenses** : la plateforme doit permettre d'effectuer des demandes de visa financiers
- **Gestion des circuits de validation** : le circuit de validation des demandes doit être paramétrable facilement dans l'outil par un administrateur, il doit pouvoir se faire par périmètre et par montant

### C. Edition des bons de commande

- **Emission d'un bon de commande** : Une fois l'engagement de dépense validé un bon de commande à destination du fournisseur doit pouvoir être édité au format PDF et comprendre l'ensemble des informations du bon de commande et pouvoir être personnalisé avec informations associées à la structure (logo, mentions légales...)
- **Envoi du bon de commande** : Edition simple possible du bon de commande par l'opérateur et envoi en un clic possible vers le fournisseur

### D. Bons à payer

- **Droits utilisateurs et circuits de validations** : De la même manière que pour la validation des engagements de dépense une gestion des droits des utilisateurs et des circuits de validation pour mise en paiement des factures reçues avec un paramétrage simple doit être possible

## 7. Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle

La décision d'affermir ou non la présente tranche optionnelle sera notifiée au titulaire au plus tard 12 mois après la date de notification du marché.

Passé ce délai, sans notification expresse d'affermissement, la tranche optionnelle sera réputée non affermée et le titulaire sera dégagé de toute obligation de réservation de ressources à ce titre.

Le chiffrage de la tranche optionnelle sera présenté dans la décomposition du prix global et forfaitaire (hors licences et maintenance traitées à bons de commande selon les prix remis au bordereau de prix). Le titulaire intégrera ce délai dans son planning et retiendra l'hypothèse d'un affermissement le 12ème mois.

## **8. Délai d'exécution de la tranche optionnelle**

À compter de la notification de son affermissement intervenant par ordre de service et fixant la date de démarrage des prestations, le titulaire dispose d'un délai de 6 mois pour mettre en service l'ensemble des fonctionnalités de la tranche optionnelle décrites aux points A à D ci-dessus.

Ce délai ne pourra toutefois pas courir avant la mise en service effective du Périmètre 1 (réception des factures), afin de garantir la disponibilité des équipes du titulaire sur les périmètres prioritaires. En conséquence, si la tranche optionnelle est affermée avant le 01/09/2026, le délai d'exécution de 6 mois commencera à courir suite à la date de mise en service validée du Périmètre 1. Cette date de démarrage sera fixée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Le planning de déploiement détaillé de la tranche optionnelle sera soumis par le titulaire dans les **15 jours calendaires** suivant la notification de son affermissement, et validé conjointement en comité de pilotage.

# PÉRIMÈTRE 2 : E-invoicing et E-reporting (Structures Externes)

Échéance de mise en service : 01/09/2027

Ce périmètre couvre l'émission des factures vers les clients professionnels, particuliers et internationaux pour 2 logiciels métiers utilisés (PROGISEM, SIGMA FAL) par les structures externes.

## 1. Objet du Périmètre

Le présent périmètre concerne la mise à disposition d'une solution permettant aux structures externes de la CCI HdF de produire, transformer et transmettre leurs factures de ventes vers leurs clients (privés ou publics) conformément à la réforme de la facturation électronique.

## 2. Périmètre Fonctionnel

Le titulaire devra fournir une solution assurant les fonctions suivantes :

### A. Capture des factures :

- **Dépôt et Conversion** : Capacité à réceptionner des fichiers PDF "simples" déposés par les utilisateurs pour les convertir en formats structurés conformes (Factur-X, UBL ou CII).
- **Connecteurs légers** : Possibilité d'importer des fichiers ou flux de données issus d'outils métier (SIGMA FAL, PROGISEM) pour une génération de factures aux formats structurés conformes.
- **E-reporting** : les deux logiciels devraient être en mesure de générer les données de e-reporting qu'il faudra réceptionner et transmettre à l'administration fiscale

### B. Transmission et Interopérabilité :

- **Routage intelligent** : Identification automatique du canal de transmission selon le destinataire (via l'annuaire centralisé) : vers une autre PA, ou vers Chorus Pro pour le secteur public.
- **Circuit hors facturation électronique** : La PA doit détecter que le client n'est pas dans l'annuaire central (pas de SIRET éligible), elle doit basculer automatiquement sur un mode de diffusion alternatif : envoi par email au client (PDF simple) ou mise à disposition sur un portail client "grand public", ou génération simple d'un PDF pour impression et envoi par courrier.

### C. Pilotage et suivi de l'émission :

- **Suivi en temps réel** : Console de suivi permettant de visualiser le statut de chaque facture émise (Déposée, reçue par le client, refusée, encaissée).

- **Gestion des rejets** : Interface de correction permettant à l'utilisateur de rectifier une facture rejetée par la plateforme destinataire pour erreur de données (ex: SIRET erroné).

#### D. Services à valeur ajoutée :

- **Personnalisation** : Possibilité de personnaliser les modèles de factures (logo, mentions légales spécifiques à la structure) malgré la standardisation des flux.
- **Archivage** : Mise à disposition d'un espace d'archivage sécurisé permettant à chaque structure de retrouver son historique de facturation pendant 10 ans.

### 3 Présentation des logiciels métier de facturation

#### 3.1 PROGISEM (Logiciel GL 15)

##### Domaine : Gestion Immobilière et Foncière

- **Usage** : PROGISEM est l'outil dédié à la gestion du patrimoine foncier bâti et de la location de terrains (notamment sur la zone d'Amiens). Il permet de gérer les baux, d'émettre les avis d'échéance et les factures de loyers ou de charges.
- **Profil de facturation** : Il génère environ 1500 factures par an. Il s'agit majoritairement de facturation récurrente. Les flux comptables sont déjà automatisés vers la comptabilité Linéa Compta.

#### 3.2 SIGMA Linéa FAL

##### Domaine : Facturation aux clients (Généraliste)

- **Usage** : "FAL" signifie **F**Acturation en **L**igne. C'est le module de facturation standard intégré à la suite SIGMA (utilisée par ailleurs pour la comptabilité). Il sert pour toutes les activités "diverses" de la CCI qui ne disposent pas d'un logiciel métier spécifique (prestations de conseil, abonnements, gestion des formalités, etc.).
- **Profil de facturation** : Pour les structures externes il génère moins de 1000 factures par an. Les flux comptables sont déjà automatisés vers la comptabilité Linéa Compta.

### 4. Exigences d'accompagnement et déploiement

- **Paramétrage multi-structures** : Configuration des 10+ profils de structures externes (données fiscales, coordonnées, logos).
- **Assistance au démarrage** : Support spécifique lors de la première émission de facture pour chaque structure pour garantir la conformité des flux.
- **Webinaires de formation** : Sessions collectives de prise en main de l'outil de saisie en ligne pour les gestionnaires des structures externes.

### 5. Indicateurs de Performance (SLA)

- **Taux de succès de transmission** : > 99,5% des factures émises doivent être acheminées vers le point d'entrée destinataire sans erreur technique imputable à la PA.
- **Temps de transformation** : Délai maximal de 5 minutes entre le dépôt d'un fichier et sa transformation en format structuré prêt à l'envoi.
- **Accessibilité du portail de saisie** : 99,9 % de disponibilité (24h/24, 7j/7). Délai d'intervention : 4 heures ouvrées (9h–18h, lundi–vendredi, hors jours fériés). GTR : 8 heures ouvrées. Solution de contournement temporaire à documenter dans l'offre.

## **6. Planning de mise en conformité**

Ce périmètre ayant une échéance au 01/09/2027, son planning doit être adapté et ne pas chevaucher les deux autres périmètres plus urgents. Les travaux ne pourront pas commencer avant début 2027.

# PÉRIMÈTRE 3 : Passerelle Chorus Pro pour logiciels 4D et GEFI

Échéance de mise en service : 01/09/2026

## 1. Objet du Périmètre

Ce périmètre répond à l'incapacité des logiciels **4D** (Gestion de l'eau et assainissement de la ville d'Amiens) et **GEFI** (Gestion des Formalités Internationales) à se mettre en conformité nativement. Seul le **périmètre E-invoicing** est à prendre en compte, le e-reporting sera traité au travers du logiciel comptable SIGMA Linéa Compta déjà en place à la CCI HDF.

## 2. Périmètre Fonctionnel

Le titulaire devra fournir une solution assurant les fonctions suivantes :

### A. Ingestion et normalisation des données :

- **Connecteurs de fichiers plats** : Capacité à absorber automatiquement (via SFTP sécurisé ou API) les extractions issues de 4D (Activité Eau) et GEFI (Formalités Internationales) aux formats CSV, TXT ou XML.
- **Moteur de transformation** : Conversion des données brutes vers les formats du socle minimal obligatoire (Factur-X, UBL 2.1 ou CII).
- **Enrichissement de données** : La solution doit permettre d'ajouter dynamiquement des mentions obligatoires manquantes dans les logiciels sources (ex: mentions d'exonération de TVA, n° de commande, ou SIRET client après rapprochement avec un référentiel tiers).

### B. Transmission B2G :

- **Flux B2G (Secteur Public)** : Routage automatique vers Chorus Pro avec gestion des cadres de facturation spécifiques et des engagements juridiques.
- La plateforme doit permettre de traiter tous les cas d'usage de facturation

### C. Traitement des rejets et "Recyclage" :

- **Console d'erreur métier** : Mise à disposition d'une interface permettant aux agents de la CCI de visualiser les factures rejetées par le PPF pour motif de données (ex: SIRET invalide).
- **Correction à la volée** : Possibilité pour l'utilisateur autorisé de corriger une donnée erronée directement sur la plateforme pour re-soumettre la facture sans avoir à la régénérer dans l'outil source (4D/GEFI).

### D. Cycle de vie

- **Délais** : Les mises à jour de statuts obligatoires doivent être adressées au portail public de facturation dans un délai de 24 heures à compter de l'horodatage du changement de statut.

- **Traitement des flux retours** : Une fois les factures payées par les clients et le statut “payé” reçu celui-là devra être transmis au logiciel comptable pour intégration

#### F. Archivage et Traçabilité :

- **Cachet numérique** : Application d'un cachet électronique ou d'une signature pour garantir l'intégrité des factures émises.
- **Piste d'Audit Fiable (PAF)** : Conservation du lien entre le fichier brut extrait du logiciel métier et la facture structurée finale envoyée au client.

### 3. Présentation des logiciels métier de facturation

#### 3.1. GEFI (Gestion des Formalités Internationales)

##### Domaine : Formalités export et international

- **Usage** : GEFI est une solution éditée par la CCI Paris IDF et utilisée par la CCI Hauts-de-France pour la gestion des visas de documents d'export, des certificats d'origine et des carnets ATA. C'est l'outil métier indispensable pour accompagner les entreprises régionales dans leurs activités de commerce international.
- **Profil de facturation** : Il génère environ **6 700 factures par an**. Actuellement, les factures sont émises par le logiciel mais l'intégration dans la comptabilité SIGMA s'effectue par un import manuel de fichiers texte (.txt), sans lien avec le PDF de la facture.
- **Utilisateurs** : Environ une vingtaine de personnes utilisent ce logiciel (une quinzaine d'opérateurs et certains managers de service)

#### 3.2. 4D (Eau et Assainissement)

##### Domaine : Gestion des services aux collectivités

- **Usage** : Ce logiciel spécifique, développé sous l'environnement 4D, est utilisé pour la facturation des redevances d'eau et d'assainissement, principalement sur le périmètre de la zone d'Amiens. Il gère des tarifs complexes, des abonnements et des consommations spécifiques.
- **Profil de facturation** : Il représente une volumétrie de **1 133 factures par an**. Contrairement à GEFI, il dispose déjà d'une intégration automatique vers SIGMA Linea Compta avec transmission du PDF.
- **Utilisateurs** : Une seule personne se sert de ce logiciel pour la saisie des relevés de compteurs et la facturation

### 3. Exigences d'Accompagnement Technique

- **Ateliers de mapping** : Analyse des fichiers d'extraction de 4D et GEFI pour définir les règles de transformation vers le format cible.
- **Phase de tests** : Mise en place d'un environnement de bac à sable pour tester la conformité des flux avant la mise en production du 01/09/2026.

- Support éditeurs : Support technique pour échanger avec les éditeurs de 4D et GEFI si des ajustements sur les fichiers d'extraction sont nécessaires.

#### **4. Indicateurs de Performance (SLA)**

- Taux de disponibilité : 99,9% (24h/24, 7j/7)
- Intégrité des données : 100% de correspondance entre les montants du fichier source et la facture finale.
- Support technique : Délai d'intervention : 2 heures ouvrées (9h–18h, lundi–vendredi, hors jours fériés). GTR : 4 heures ouvrées en cas de blocage des flux d'émission. Solution de contournement temporaire à documenter dans l'offre.



## 4. Exigences Transverses (Socle Commun PA)

*Ces exigences s'appliquent à l'ensemble des flux, peu importe la structure.*

- **Conformité** : Certification obligatoire en tant que Plateforme Agréée.
- **Annuaire** : Gestion automatique des fiches structures de la CCI dans l'annuaire et de ses structures externes (mise à jour du SIRET, gestion des adresses de facturation).
- **Interopérabilité** : Capacité à échanger avec toute autre PA (Chorus compris).
- **Cas d'usage** : Capacité à traiter tous les cas d'usage particuliers de facturation existants
- **Archivage légal** : Archivage à valeur probatoire pendant 10 ans de toutes les factures et des journaux d'événements (logs).
- **Formats** : Support natif du "socle minimal" (Factur-X, UBL, CII).
- **Mode SaaS (Software as a Service)** : La solution doit être exclusivement fournie en mode SaaS (hébergée, exploitée et maintenue par le titulaire).
  - Aucune installation locale sur les postes de travail ou les serveurs de la CCI ne doit être requise (accès via navigateurs web standards : Chrome, Edge, Safari).
  - La solution doit inclure nativement les mises à jour correctives, évolutives et surtout **réglementaires** sans surcoût ni intervention technique de la CCI.
- **Mobilité et application mobile** :
  - **Application native** : Le titulaire doit proposer une application mobile (iOS et Android) permettant aux utilisateurs (notamment les décideurs et chefs d'entreprises des structures externes) de piloter leur activité en mobilité.
  - **Fonctionnalités mobiles souhaitées** : Consultation du flux de factures reçues.
    - **Validation ("Bon à payer")** et gestion des litiges simplifiée.
    - Prise de photo/scan de factures papier pour intégration directe via OCR mobile (très utile pour les frais généraux ou petites structures).
    - Notifications Push en cas de rejet de facture ou de nouvelle facture à valider.
- **Tableaux de bord** : Console de supervision centralisée pour la CCI HdF avec filtres possibles par structure externe ou sur les factures CCI (multi-tenant).

## 5. Exigences de sécurité

### 5.1. Sécurité des données et hébergement

Le titulaire garantit la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données traitées.

La solution devra héberger l'ensemble des données exclusivement au sein de l'Union européenne, y compris les sauvegardes et les environnements de secours. Aucun transfert hors UE ne sera admis, y compris pour des opérations de support ou de maintenance.

Un cloisonnement strict devra être assuré entre les clients et entre les différentes entités, dans le cadre d'une architecture multi-tenant sécurisée, les mécanismes d'isolation devront être documentés.

Les données devront être chiffrées en transit, via TLS 1.2 minimum, et au repos avec un standard de type AES-256 ou équivalent.

Les accès, consultations et exports devront être rigoureusement contrôlés et faire l'objet d'une traçabilité.

Le titulaire précisera notamment l'architecture d'hébergement retenue, mutualisée ou dédiée, l'identité de l'hébergeur ainsi que sa localisation, et les certifications de sécurité associées, telles que ISO 27001 ou équivalent.

## 5.2. Gestion des accès et des identités

Pour les collaborateurs de la CCI, La solution devra s'intégrer dans un système d'authentification centralisé reposant sur Microsoft Entra ID.

Elle devra prendre en charge le SSO via SAML 2.0 et / ou OpenID Connect, avec une authentification déléguée aux tenants Entra ID de la CCI. Deux environnements distincts devront être gérés, l'un pour les utilisateurs internes, l'autre pour les centres de formation, sans rupture de service ni compromis de sécurité.

Le MFA devra rester compatible avec Microsoft Entra ID, notamment via les accès conditionnels.

La gestion des habilitations reposera sur des rôles, compatibles avec les groupes Entra ID. La désactivation d'un compte dans Entra ID devra entraîner immédiatement la perte d'accès à la solution.

Le titulaire détaillera les modalités d'intégration, la gestion du multi-tenant et les éventuelles capacités de provisioning automatique.

Pour les structures externes, une authentification locale pourra être mise en place, sous réserve de ne pas compromettre le niveau global de sécurité.

## 5.3. Traçabilité et audit

La solution devra offrir une traçabilité complète des actions et des flux.

Toutes les actions, qu'elles soient initiées par des utilisateurs ou par le système, devront être journalisées. Les logs devront couvrir les connexions, les tentatives d'accès, les actions sensibles, ainsi que les traitements liés aux factures et aux changements de statut. Chaque événement devra être horodaté.

Les journaux devront être conservés au minimum douze mois et rester accessibles à la CCI, en consultation ou en export. Une intégration avec un SIEM ou un outil de supervision externe devra être possible.

#### 5.4. Continuité d'activité et résilience

Un haut niveau de disponibilité est attendu. Le titulaire mettra en place un plan de continuité d'activité et un plan de reprise d'activité.

Les objectifs de RPO (perte de données maximale) et RTO (délai de reprise) devront être clairement indiqués. Des sauvegardes régulières devront être réalisées, avec des tests de restauration. Les dispositifs de PCA et PRA seront testés périodiquement, au moins une fois par an. L'infrastructure devra intégrer des mécanismes de redondance et de tolérance aux pannes.

Un Plan d'Assurance Sécurité devra être formalisé et partagé avec la CCI.

#### 5.5. Gestion des incidents de sécurité

Le titulaire devra s'appuyer sur un processus structuré de gestion des incidents.

Les incidents devront être détectés, qualifiés puis suivis, avec un dispositif de supervision en continu. Toute violation de données ou incident de sécurité devra être notifié à la CCI dans un délai maximum de 24 heures.

La communication devra préciser les impacts, les mesures correctives engagées et le plan d'action. Des canaux d'échange clairement identifiés devront être mis à disposition.

#### 5.6. Sécurité des échanges et interopérabilité

La solution devra pouvoir s'interconnecter avec des systèmes tiers, même lorsque leurs caractéristiques techniques ne sont pas totalement connues.

Les échanges devront être sécurisés, via HTTPS, API sécurisées ou SFTP. Les mécanismes d'authentification devront rester robustes tout en s'adaptant aux contextes d'intégration. Les flux entrants feront l'objet de contrôles adaptés, incluant des validations et, si nécessaire, des dispositifs anti-malware.

Le titulaire devra démontrer sa capacité à évoluer dans des environnements hétérogènes et à adapter ses mécanismes de sécurité aux différentes interconnexions.

#### 5.7. Performance, scalabilité et niveaux de service

Le titulaire devra démontrer la capacité de la solution à absorber des volumes importants sans dégradation notable. Les capacités maximales devront être précisées, avec les hypothèses de dimensionnement.

Les mécanismes de montée en charge, comme l'auto-scaling ou la répartition des flux, seront décrits.

Les engagements de service devront inclure le taux de disponibilité, les temps de traitement ainsi que les délais de prise en charge et de résolution des incidents. Les méthodes de mesure seront explicitées.

Des références clients comparables sont attendues.

## 5.8. Intégration et architecture technique

La solution devra s'intégrer au système d'information existant. Elle proposera des API documentées, des connecteurs standards et des capacités EDI.

Un environnement de test de type sandbox devra être disponible, accompagné d'une documentation complète et d'exemples d'intégration.

Des mécanismes de rejeu des flux devront être prévus, avec une gestion des doublons et une reprise automatique en cas d'échec. Des éléments techniques sont attendus sur les performances, les temps de réponse, la gestion des versions et l'isolation des environnements.

## 5.9. Réversibilité, dépendance et fin de contrat

À la fin du contrat, le titulaire devra assurer la restitution complète des données (factures, statuts, métadonnées) dans un format standard exploitable, tel que CSV, XML ou équivalent.

Il devra également garantir la suppression sécurisée et traçable des données, avec la possibilité de fournir une attestation de destruction sur demande.

Les modalités pratiques, notamment les délais, le niveau d'accompagnement et les formats proposés, devront être clairement décrites dans l'offre.

## 5.10. Évaluation des exigences de sécurité

Le titulaire devra répondre de manière argumentée à chaque exigence et fournir des éléments de preuve. Le niveau de couverture des exigences constituera un critère déterminant dans l'analyse des offres.

## 5.11 Audit de sécurité

Le Client se réserve le droit, à tout moment et sans restriction, de faire intervenir un prestataire externe de son choix afin de réaliser un audit de sécurité portant sur les systèmes, infrastructures, processus ou prestations fournis dans le cadre du présent marché. Cet audit a pour objectif de vérifier le respect des exigences de sécurité, de conformité et de bonnes pratiques en vigueur. Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec ledit prestataire, à faciliter l'accès aux informations nécessaires dans le respect des obligations de confidentialité, et à mettre en œuvre, le cas échéant, les actions correctives raisonnables résultant des conclusions de l'audit.

Les modalités pratiques seront encadrées afin de ne pas perturber l'exploitation du service :

- Planification préalable
- Respect des contraintes de sécurité et de disponibilité
- Exclusion des tests intrusifs sans accord préalable

## 5.12 Protections des données

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite « Informatique et Libertés ».

Les modalités détaillées relatives :

- aux rôles et responsabilités de chaque partie
- aux finalités et à la nature des traitements confiés ;
- aux catégories de données et de personnes concernées ;
- aux obligations du sous-traitant en matière de confidentialité, de sécurité organisationnelle et technique, et d'assistance ;
- aux conditions de recours à la sous-traitance ultérieure et de transfert de données hors UE;
- aux modalités de notification des violations de données ;
- Ainsi qu'aux mesures de restitution, ou de suppression des données à l'issue du marché.

sont définies dans les annexes RGPD (Annexe 1 et 2) et Sécurité (Annexe 3) du CCAP.

Ces annexes doivent être complétées par le titulaire avant la notification du marché, conformément aux indications figurant dans le CCAP.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance :

- de l'ensemble des exigences énoncées dans le CCAP et ses annexes RGPD et Sécurité ;
  - des obligations lui incombant au titre du RGPD et de la réglementation applicable ;
- et s'engage à les respecter intégralement pendant toute la durée d'exécution du marché.

## 6. PLANNING & ORGANISATION

Le présent marché s'insère dans un contexte réglementaire contraint, avec deux échéances légales non négociables : la réception obligatoire de factures via une Plateforme Agréée au **01/09/2026**, et l'émission obligatoire au **01/09/2027**. Le planning de mise en œuvre devra impérativement respecter ces échéances. Le titulaire devra faire preuve d'une disponibilité suffisante de ses équipes sur toute la période, y compris durant la période estivale qui constitue une contrainte forte de charge pour la CCI HdF.

### 6.1 Macro-planning par périmètre

Le tableau ci-après présente le macro-planning cible, décomposé par périmètre. Les Périmètres 1 et 3 (échéance 01/09/2026) sont prioritaires et ne peuvent pas être décalés. Le Périmètre 2 (émission structures externes, échéance 01/09/2027) démarrera au premier trimestre 2027 de façon à ne pas chevaucher les chantiers urgents.

Périmètre	Début	Mise en service	Échéance légale	Phases clés
<b>Périmètre 1 – Réception factures (structures externes)</b>	Dès notification	<b>Août 2026</b>	<b>01/09/2026</b>	Cadrage → Paramétrage multi-structures → Connecteur Sigma → Recette → Déploiement
<b>Périmètre 3 – Passerelle Chorus Pro (4D et GEFI)</b>	Dès notification	<b>Août 2026</b>	<b>01/09/2026</b>	Mapping fichiers → Développement connecteurs → Bac à sable → Recette → Déploiement
<b>Périmètre 2 – E-invoicing émission (structures externes)</b>	T1 2027	<b>Août 2027</b>	<b>01/09/2027</b>	Connecteurs PROGISEM / FAL → Paramétrage → Formation → Recette → Déploiement

### 6.2 Conditions de démarrage et disponibilité du titulaire

Compte tenu de l'urgence réglementaire, le titulaire devra garantir les conditions de démarrage suivantes à compter de la notification du marché :

- **Lancement effectif à compter de la date de notification de l'accord cadre**, avec présentation d'un plan de projet détaillé (jalons, livrables, responsabilités).
- **Constitution d'une équipe projet dédiée** comprenant a minima un chef de projet, un architecte technique et un spécialiste des échanges Chorus Pro.
- **Disponibilité maintenue pendant la période estivale** (juillet-août 2026), qui correspond à la phase de recette et de déploiement des Périmètres 1 et 3. Un plan de continuité estival devra être présenté dans l'offre.
- **Accès à un environnement de recette (bac à sable)** opérationnel dans les 30 jours suivant la notification, pour permettre les tests d'intégration en amont du déploiement.

## 6.3 Organisation projet et gouvernance

Le titulaire participera activement à la gouvernance projet mise en place par la CCI HdF.  
Deux instances de pilotage sont prévues :

- **Comité de Pilotage (COPIL)** – fréquence bimensuelle, durée 1 heure. Instance de décision et de reporting d'avancement. Le titulaire y présentera un tableau de bord projet (avancements, alertes, décisions à prendre).
- **Comité de Suivi opérationnel (COSUIV)** – fréquence hebdomadaire, durée 1 heure (étendue à 2 heures pour les séances de cadrage PA). Instance opérationnelle par périmètre, réunissant les responsables métier et DSI des logiciels concernés et le chef de projet titulaire.

Le titulaire devra désigner un **interlocuteur unique** (chef de projet) pour l'ensemble du marché, disponible et joignable tout au long de la période de mise en œuvre. Cet interlocuteur sera l'unique point de contact pour la CCI et sa maîtrise d'œuvre AMOA.

## 6.4 Livrables attendus par phase

Phase	Livrables titulaire	Conditions de validation CCI
<b>Cadrage</b>	Plan de projet détaillé, matrice RACI, plan de tests, conventions d'échange de fichiers	Validation du plan projet en COPIL – J+15 notification
<b>Conception / Paramétrage</b>	Dossier de configuration, spécifications de mapping, maquette de l'interface utilisateur	Recette fonctionnelle signée par le responsable métier CCI
<b>Recette</b>	Cahier de tests, PV de recette, rapport des anomalies et corrections, compte-rendu de tests en bac à sable Chorus Pro	PV de recette signé – taux de succès des tests > 98 %
<b>Déploiement</b>	Documentation utilisateur (modes opératoires), compte-rendu de formation, note de mise en production	Première facture transmise avec succès avant l'échéance légale
<b>Run (exploitation)</b>	Rapport mensuel d'exploitation (SLA, incidents, volumes traités, taux de rejets)	Respect des SLA définis dans chaque périmètre – revue trimestrielle

*Note : Le soumissionnaire présentera dans son offre un planning détaillé (diagramme de Gantt ou planning par jalons) pour chacun des périmètres, en identifiant clairement les dépendances inter-périmètres, les ressources mobilisées et les jalons de décision.*

